

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction C
BUREAU C1

INSTRUCTION N° 90-9-R5
du 19 janvier 1990

NOR : BUD R 90 00010 J

(Texte publié au *Bulletin officiel de la Comptabilité publique*)

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction :

n° du

OPÉRATIONS COMMERCIALES DES DOMAINES
DROIT DE PRÉEMPTION

ANALYSE

*Précisions concernant l'imputation des frais de poursuites
et de contentieux afférents à l'exercice du droit de préemption*

DOCUMENT À ABROGER

Néant

En vertu de l'article L. 18 du Livre des procédures fiscales, l'État, représenté par l'administration des Impôts, peut exercer un droit de préemption sur les immeubles, droits immobiliers, fonds de commerce ou clientèles, droit à un bail ou au bénéfice d'une promesse de bail portant sur tout ou partie d'un immeuble, dont l'Administration estime le prix de vente insuffisant, en offrant de verser à l'acquéreur ou à ses ayants droit le montant de ce prix majoré d'un dixième.

Les biens ainsi préemptés sont gérés et aliénés comme biens domaniaux.

Les opérations comptables relatives à l'exercice du droit de préemption sont retracées à une subdivision du compte de commerce n° 904-06 « Opérations commerciales des Domaines » ouvert dans les écritures de l'agent comptable des Impôts de Paris, comptable assignataire.

DIFFUSION

GT

7

O 678056 P 40

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPG	DOM	TOM	IP	DSF
-----	-----	-----	----	-----

Jusqu'à présent les frais engagés pour l'aliénation du bien préempté, parmi lesquels on peut citer les frais des exploits d'huissiers, portant signification à l'acquéreur évincé et au vendeur de l'exercice du droit de préemption, les frais de publicité et de purge des hypothèques, étaient payés sans délégation de crédits, sans ordonnancement préalable et sans visa du contrôleur financier et imputés au budget des charges communes, compte 900-00 « Dépenses payables sans ordonnancement - Dépenses ordinaires des services civils », chapitre 15-03 « Frais de poursuites et de contentieux », article 10 « Contributions directes et indirectes, enregistrement, domaine, timbre », paragraphe 11 « Frais de poursuite et contentieux (D.G.I.) ».

Pour faire suite à une recommandation de la Cour des Comptes, les comptables sont informés que désormais, les frais de procédures et de contentieux engagés à l'occasion de l'exercice du droit de préemption sont pris en charge par le compte de commerce n° 904-06.

Ces dépenses doivent donc être transférées à l'agent comptable des Impôts de Paris.

Les directeurs et receveurs des Impôts ont été informés de ces nouvelles dispositions par leur administration.

Le directeur de la Comptabilité publique,

Pour le directeur de la Comptabilité publique :

Le sous-directeur, chargé de la sous-direction « C »,

J.-L. NINU.